



Alors que le pétrole de schiste américain plonge, l'administration Trump s'attaque au Venezuela

Une confluence de facteurs suggère qu'une invasion de type panaméenne au Venezuela est non seulement une possibilité, mais de plus en plus probable.

Par [Whitney Webb](#)

Mondialisation.ca, 19 avril 2020

[MintPressNews](#) 17 avril 2020

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#), [États-Unis](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Pétrole, Gaz de schiste](#), [Énergie](#)

Le Président Trump a récemment salué un accord conclu principalement par l'Arabie Saoudite et la Russie, deux des principaux producteurs de pétrole au monde qui dominent ensemble l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), déclarant que les réductions de production convenues permettraient de « *sauver des centaines de milliers d'emplois dans le secteur de l'énergie aux États-Unis* ».

Malgré le ton optimiste du Président, la plupart des analystes ont qualifié l'accord – qui gèlera probablement la guerre russo-saoudienne des prix du pétrole qui a éclaté le mois dernier – de « trop peu, trop tard » et ont noté qu'une série de faillites dans l'industrie américaine du pétrole de schiste [sont inévitables](#), [malgré les mesures](#) qui ont été prises. Même la Réserve Fédérale a [déclaré](#) qu'environ 40% des entreprises nationales de l'industrie du schiste risquent maintenant de faire faillite en quelques mois si le prix du pétrole reste inférieur à 30 dollars, un chiffre qu'il est peu probable de dépasser avant un certain temps en raison de la chute de la demande causée par les verrouillages mondiaux, parmi d'autres facteurs qui sont apparus au fur et à mesure que la crise actuelle du coronavirus (Covid-19) se déroulait. Trump a depuis [envisagé la possibilité](#) d'imposer des droits de douane sur les importations de pétrole pour faire monter les prix du pétrole et favoriser la consommation intérieure de pétrole de schiste américain, mais il reste à voir si cette politique se concrétisera.

[Michael Hudson](#), Président de l'Institut d'Étude des Tendances Économiques à Long Terme (ISLET), ancien analyste financier de Wall Street et Professeur distingué d'Économie à l'Université du Missouri, a déclaré à *The Last American Vagabond* que, non seulement de nombreuses compagnies de pétrole de schiste sont sur le point de faire faillite, mais que l'ensemble de l'industrie du pétrole de schiste aux États-Unis « *ne peut pas être sauvé* ».

« *Nous avons atteint un pic pour le pétrole de schiste* », a déclaré Hudson, « *Cela a toujours été une idée terrible ... C'est un secteur surendetté et c'est l'un des premiers à disparaître* ». Hudson a en outre affirmé que le gouvernement américain a « *alimenté* » le secteur du pétrole de schiste ces dernières années dans le but principal de cibler l'industrie pétrolière russe en faisant baisser les prix mondiaux du pétrole, qualifiant cela de « *campagne anti-russe de la Guerre Froide* » qui a échoué et s'est retournée contre les États-Unis. Il a ajouté que les récentes initiatives de Trump concernant l'industrie du pétrole

de schiste visaient probablement à « *donner une excuse pour accorder d'énormes prêts aux producteurs de pétrole de schiste, comme si c'était pour les maintenir en activité, et ensuite les compagnies pétrolières vont simplement se rembourser les prêts à elles-mêmes et faire faillite. C'est une couverture pour un énorme cadeau d'entreprise avant que ce secteur ne tombe et ne fasse faillite* ».

Il est donc peu probable que l'on puisse mettre un terme à l'imminente liquidation du pétrole de schiste aux États-Unis, malgré les nouvelles réductions de production et les efforts de Trump le mois dernier pour mettre de côté des milliards pour l'achat de pétrole de schiste pour la Réserve Stratégique de Pétrole (RSP), un mouvement que les [critiques ont qualifié](#) de sauvetage pour les grands producteurs de pétrole nationaux. En outre, le sort du pétrole de schiste américain est aggravé par la possibilité que les réductions de production ne tiennent pas et que la guerre des prix du pétrole entre l'Arabie Saoudite et la Russie puisse reprendre à tout moment. Des accords antérieurs mais récents de même nature conclus sous l'égide de l'OPEP se sont terminés de cette manière, et il est très possible – voire probable – que cela se reproduise.

Le pétrole étant extrêmement bon marché à l'heure actuelle, certains des problèmes soulevés par les faillites de l'industrie du pétrole de schiste ne sont pas nécessairement une préoccupation immédiate tant que la demande reste faible. Pourtant, si un nombre suffisant de producteurs de pétrole nationaux américains font faillite, une fois que les verrouillages actuels seront assouplis et que la demande de pétrole sera remontée à des niveaux relativement normaux, il y aura moins de pétrole national disponible, malgré la RSP. Par conséquent, les États-Unis devront à nouveau se tourner davantage vers d'autres pays pour combler la différence. Bien que les médias aient jusqu'à présent exploré les effets économiques de cette éventualité, on a accordé moins d'attention à la manière dont elle affectera la politique étrangère américaine.

Pendant des années, le Président Trump a publiquement affirmé à plusieurs reprises que les objectifs de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient [n'étaient plus guidés par le pétrole](#), les États-Unis ayant obtenu une « indépendance énergétique », une « indépendance » qui dépend fortement de la production américaine de pétrole de schiste. Cependant, les critiques – dont Michael Hudson – ont longtemps accusé cette prétention d'indépendance énergétique d'être une « falsification délibérée ». Ces affirmations sont également soutenues par le fait que la politique étrangère américaine en [Irak](#), en [Syrie](#) et [ailleurs](#) est restée liée au pétrole de manière essentielle pendant cette période de soi-disant « indépendance énergétique intérieure » sous Trump. Pourtant, les faillites de 40% (ou peut-être plus) des producteurs américains de pétrole de schiste augmenteraient probablement considérablement le rôle du pétrole dans l'orientation de la politique étrangère américaine.

S'il existe de nombreuses raisons pour lesquelles le pétrole a longtemps été un facteur clé de la politique étrangère américaine (le [pétrodollar](#) en étant la principale), une autre raison souvent négligée est la forte dépendance de l'armée américaine à l'égard du pétrole. En effet, l'armée américaine est [le plus grand acheteur et consommateur](#) institutionnel de pétrole au monde et, par conséquent, assurer une source de pétrole fiable, stable et – idéalement – géographiquement proche a longtemps été considéré comme un objectif stratégique essentiel par le Pentagone.

Le Pentagone l'a dit à de nombreuses reprises, [déclarant](#) récemment que « ... de plus longues distances d'opération, une géographie éloignée et austère, et des menaces de refus d'accès [zones ou nations hostiles aux États-Unis] mettent à l'épreuve la capacité du

Département à assurer la livraison de carburant. Tout comme la capacité à fournir de l'énergie est mise en danger, la capacité du Département à déployer et à maintenir des forces dans le monde entier l'est également ».

En d'autres termes, les longues distances des sources de carburant ainsi que les sources de carburant situées dans ou près de zones/nations hostiles aux États-Unis menacent directement l'empire américain et sa présence militaire mondiale. En outre, le contrôle et l'influence sur les flux mondiaux de pétrole ont longtemps été un élément clé de la stratégie militaire, comme le souligne la « [Doctrine Wolfowitz](#) ».

Il convient également de noter que la calamité économique qui menace l'industrie pétrolière nationale n'est pas le seul approvisionnement en pétrole fiable, stable et géographiquement proche à être touché par la crise. Par exemple, l'industrie argentine du pétrole de schiste dans la région de « Vaca Muerta » est également [menacée par les faillites](#), une activité qui avait été largement [lancée](#) par Exxon Mobil après l'expulsion de cette société du Venezuela et qui comprend également des investissements considérables d'un autre géant pétrolier américain, [Chevron](#) - une société à qui l'administration Trump a ordonné de cesser ses activités au Venezuela [d'ici le 22 avril](#).

Les États-Unis se penchent à nouveau sur le Venezuela dans le contexte de l'effondrement du marché pétrolier national

Le Venezuela, le pays qui possède les plus grandes réserves pétrolières avérées du monde, a également fait une réapparition apparemment étrange sur la liste des priorités de l'administration Trump lors de la crise actuelle du coronavirus. Le 26 mars, le Département de la Justice, dirigé par le Procureur Général William Barr, a [annoncé](#) des accusations de narco-terrorisme et d'autres accusations criminelles contre de hauts responsables politiques vénézuéliens, dont le Président du pays Nicolás Maduro, alléguant que ces responsables sont impliqués dans le trafic de cocaïne vers les États-Unis. Les accusations étaient étranges pour plusieurs raisons, l'une des principales étant que les propres données du gouvernement américain montrent que la Colombie, et non le Venezuela, est la source de la grande majorité de la cocaïne qui aboutit aux États-Unis.

Ensuite, le 31 mars, l'ancien Directeur de la CIA et actuel Secrétaire d'État Mike Pompeo a [publié un plan](#) intitulé « *Cadre Démocratique pour le Venezuela* », dans lequel il a exigé la démission de Maduro et la renonciation de « l'opposant » Juan Guaidó à la présidence vénézuélienne, une revendication de pouvoir que les États-Unis avaient précédemment soutenue. Le plan de Pompeo prévoit la formation d'un conseil qui serait dirigé par un « Président intérimaire » (un titre que les États-Unis avaient précédemment réservé à Guaidó) et que ce conseil soit formé de membres des quatre plus grands partis politiques du Venezuela, dont celui dirigé par Maduro. Sans surprise, le gouvernement de Maduro a rejeté ce plan.

Les accusations criminelles contre Maduro et le plan « démocratique » de Pompeo ont rapidement été suivies de nouvelles beaucoup plus troublantes. Annoncé lors d'une [conférence de presse](#) le 1er avril, le Président Trump, aux côtés de hauts fonctionnaires du gouvernement, a annoncé que le Commandement Sud des États-Unis allait lancer un nouvel « effort antidrogue » ciblant le Venezuela, qui comprendrait le déploiement de destroyers de la Marine, de navires de combat, d'avions, d'hélicoptères et d'autres moyens. La justification officielle de ce grand déploiement est de surveiller, de perturber et de saisir les cargaisons supposées contenir des « drogues » qui quittent le Venezuela. « *Nous ne devons*

pas laisser les narco-terroristes exploiter la pandémie pour menacer la vie des Américains », a déclaré Trump à l'époque. Il a également été annoncé que d'autres pays se joindraient aux États-Unis dans ce qui équivaut à la fois à un renforcement militaire et à un blocus de facto des exportations vénézuéliennes, y compris de son pétrole.

Peu après l'annonce de ce nouveau renforcement et de ce blocus naval de facto du Venezuela, les médias américains ont accusé le Président Trump d'utiliser ces annonces pour détourner les critiques sur la gestion par son administration de la réponse fédérale à la crise du coronavirus. Un rapport publié dans *Newsweek* a [révélé](#) que ces initiatives concernant le Venezuela avaient été planifiées il y a plusieurs mois et devaient être annoncées en mai. Ce rapport alléguait également, en citant de hauts fonctionnaires du Pentagone, que l'administration avait décidé d'annoncer plus tôt les mesures de répression prévues contre le Venezuela afin de « réorienter l'attention ».

Toutefois, il peut y avoir une autre raison pour laquelle ces initiatives visant le Venezuela ont été accélérées : le carnage sur les marchés du pétrole de schiste aux États-Unis et en Argentine et les implications de ce carnage pour l'accès des États-Unis – en particulier l'accès des militaires – aux approvisionnements en pétrole une fois que les verrouillages et leurs effets économiques associés commencent à s'atténuer.

Michael Hudson a déclaré à *The Last American Vagabond* que le pivot américain vers le Venezuela était « absolument » lié au carnage sur les marchés mondiaux du pétrole et en particulier à l'industrie pétrolière américaine. Il a ajouté que les États-Unis cherchaient à réimposer au Venezuela un système de dette pour le pétrole dont ils avaient bénéficié sous les gouvernements d'avant Chavez : « *Sous les dictateurs soutenus par les États-Unis, le Venezuela a fourni la garantie [de sa dette] avec toutes ses réserves de pétrole... [Maintenant,] l'Amérique veut accorder des prêts du FMI au Venezuela et superviser la garantie de la dette extérieure du Venezuela avec ses réserves de pétrole, puis les saisir. [Ils veulent] trouver une excuse pour faire au Venezuela ce qu'ils ont fait à l'Argentine, pour prendre les réserves pétrolières du Venezuela comme garantie en ... empêchant ainsi le Venezuela de payer sa dette extérieure* ».

Cela semble certainement être une grande partie de l'équation, puisque Juan Guaidó, soutenu par les États-Unis, a longtemps promu les prêts du FMI et a personnellement [demandé des prêts](#) importants à cette organisation pour financer son « gouvernement intérimaire », qui ne contrôle pratiquement rien au Venezuela. Plus récemment, le FMI a [rejeté](#) la demande de prêt du Venezuela pour l'aider à combattre la crise du coronavirus, mais le FMI [offrirait ce prêt](#) au pays si le Président Nicolas Maduro, démissionnait et cédait son autorité à un « gouvernement d'urgence » soutenu par les États-Unis.

Pourtant, il y a bien plus à craindre que l'intérêt du FMI et des États-Unis à imposer un programme « dette contre pétrole » au Venezuela. Comme l'a dit Hudson dans *The Last American Vagabond*, une « grande menace » très notable est le parallèle entre la récente politique et les mesures militaires américaines à l'égard du Venezuela et les mesures prises par l'administration George H.W. Bush juste avant l'invasion du Panama en 1989. « *L'Amérique voudrait s'emparer du pétrole du Venezuela et ce ne serait pas la première fois* », a déclaré M. Hudson.

Changement de régime en pleine crise de coronavirus

Bien que de récents rapports des grands médias aient affirmé que la soudaine réapparition

du Venezuela à l'ordre du jour de la Maison Blanche n'était que du théâtre politique, certains événements suggèrent autre chose. Samedi dernier, l'envoyé américain pour le Venezuela - le criminel de guerre et néo-conservateur du Projet pour un Nouveau Siècle Américain Elliott Abrams - a [déclaré](#) que, si le Vénézuélien Maduro n'acceptait pas le plan de Pompeo pour un nouveau « gouvernement de transition », une transition dans la gouvernance vénézuélienne aurait bien lieu, mais pourrait être plus « *dangereuse et abrupte* ». Les commentaires d'Abrams n'ont pas généré beaucoup de buzz dans les médias, comme l'avait fait la conférence de presse et l'annonce du 1er avril, dans laquelle Abrams avait commencé à parler d'une action « dangereuse et abrupte » pour forcer Maduro à quitter le pouvoir.

Il y a aussi le mystère supplémentaire d'un incident qui a eu lieu juste avant l'annonce du déploiement important de moyens militaires américains pour cibler le « narco-terrorisme ». Le dernier jour de mars, un navire des garde-côtes vénézuéliens a demandé à un navire de croisière portugais, le « RCGS Resolute », qui se trouvait dans les eaux territoriales vénézuéliennes, de l'accompagner au port. Au lieu de cela, le navire de croisière a percuté le navire vénézuélien, le faisant couler. Maduro a ensuite [affirmé](#) que le bateau de croisière « *servait à transporter des mercenaires* », notant que les autorités néerlandaises de Curaçao, où le « RCGS Resolute » est actuellement à quai, avaient reçu l'ordre de ne pas inspecter le navire. La société propriétaire du navire de croisière affirme cependant qu'il ne transporte aucun passager et conteste le récit du Venezuela sur les raisons du naufrage du navire des garde-côtes.

Outre cet événement déconcertant, il y a le fait que le renforcement militaire récemment annoncé par les États-Unis est [le plus important dans la région](#) depuis l'invasion américaine du Panama, qui a eu lieu en 1989 sous l'administration de George H.W. Bush. Il est inquiétant de constater que le même Procureur Général qui avait [donné son feu vert](#) à l'invasion du Panama joue à nouveau ce même rôle dans l'administration actuelle, William Barr. Au moment de l'invasion du Panama, c'est Barr qui a créé la justification légale de la guerre, en soutenant que les États-Unis avaient « l'autorité légale » d'arrêter le dictateur panaméen de l'époque, Manuel Noriega, pour trafic de drogue, bien qu'il ne réside pas aux États-Unis. Il est naïf de penser que Barr ne le ferait pas à nouveau, surtout si l'on considère que Trump [avait déjà poussé](#) à l'invasion du Venezuela, citant l'invasion du Panama comme un exemple de « diplomatie de la canonnière » réussie, et qu'il parle depuis longtemps de « [prendre le pétrole](#) » des pays étrangers et, dans des endroits [comme la Syrie](#), a utilisé la force militaire pour le faire.

Bien que l'invasion du Panama en 1989 ait été habillée de la rhétorique typique de la restauration de la « démocratie » et de la promotion des « droits de l'homme », elle a en fait [été menée](#) avec l'intention de détruire complètement l'Armée Panaméenne. Pourquoi les États-Unis voudraient-ils détruire la capacité d'autodéfense du Panama ? La réponse se trouve dans le traité qui existait alors entre le Panama et les États-Unis sur le canal de Panama, en vertu duquel le contrôle du canal allait finalement être rendu aux Panaméens.

La seule « échappatoire » permettant aux États-Unis de conserver le contrôle du canal, selon ce traité, était que le Panama devienne incapable de le défendre. Il est à noter que le transfert progressif du contrôle du canal devait commencer dix jours seulement après la fin de l'invasion du Panama par l'administration Bush. Peu de temps après l'invasion, en 1991, les États-Unis ont adopté une loi qui garantissait une présence militaire américaine indéfinie dans la zone du canal du fait que le Panama (grâce à l'invasion américaine) ne pouvait plus défendre ce territoire.

Il y a d'autres points notables concernant l'invasion du Panama qui semblent également pertinents aujourd'hui. Par exemple, l'effort des médias pour obtenir le consentement du public à l'invasion a été largement centré sur la mise en évidence de l'implication de Manuel Noriega dans le trafic de stupéfiants et du manque de démocratie au Panama sous son règne. Bien entendu, cette rhétorique présente des similitudes évidentes avec la rhétorique actuelle concernant le Venezuela.

Cependant, cette campagne médiatique, dans le cas de Noriega, a omis de noter que le rôle de Noriega dans le trafic de drogue était en grande partie au nom des intérêts américains et que Noriega avait étroitement collaboré avec le Président de l'époque, George H.W. Bush, lorsqu'il avait été directeur de la CIA. En outre, Noriega était bien connu à l'époque pour avoir été [employé](#) par la CIA pendant des années. Ces rapports ont également négligé le fait que la CIA avait récemment été prise en flagrant délit de trafic de drogue et d'armes entre l'Amérique Centrale et les États-Unis dans le cadre du scandale Iran Contra. Si ces rapports l'avaient souligné, l'implication de Noriega dans ces affaires, y compris son [rôle de soutien](#) dans le scandale Iran Contra, aurait semblé négligeable en comparaison.

De même, aujourd'hui, les efforts visant à lier le leadership vénézuélien au commerce de la drogue ne tiennent pas compte du fait que Juan Guaidó, soutenu par les États-Unis, a [pris des selfies](#) avec une organisation narco-paramilitaire il y a quelques mois à peine et que le leadership colombien et son armée, le plus grand soutien régional des États-Unis à leur programme de changement de régime au Venezuela, ont [tous deux des liens directs](#) avec les cartels de la drogue.

Il convient également de souligner que, non seulement l'Armée Américaine a dissimulé le nombre réel de victimes civiles et dissimulé les crimes de guerre commis pendant l'invasion, mais elle a également testé de nouvelles armes expérimentales sur le peuple panaméen, ce qui, selon [CounterPunch](#), était « *une sorte de répétition générale pour la Guerre du Golfe Persique l'année suivante* ». Comme de nombreux lecteurs de cet article le savent probablement, l'administration Trump a fait de fortes ouvertures concernant un changement de régime, et potentiellement une guerre, en Iran, parallèlement à sa pression pour un changement de régime au Venezuela. Si une invasion devait avoir lieu au Venezuela, il semble probable que ce schéma se répèterait et serait traité comme un champ de bataille expérimental pour une guerre ultérieure en Iran.

La confluence actuelle des facteurs suggère qu'une invasion de type panaméenne au Venezuela est non seulement une possibilité, mais de plus en plus probable. En effet, comme mentionné précédemment, les États-Unis ont ordonné aux quelques entreprises américaines qui ont reçu des dérogations pour éviter les sanctions pour leurs opérations au Venezuela (à savoir Chevron) de mettre fin à leurs transactions dans le pays [d'ici le 22 avril](#) - mercredi prochain. En outre, peu après cette date, le secteur pétrolier vénézuélien devrait [reprendre deux coentreprises pétrolières](#), dont l'une implique deux compagnies pétrolières européennes et l'autre la compagnie russe Rosneft, que les États-Unis ont [sanctionnée en février](#) pour avoir fait des affaires avec la compagnie pétrolière d'État du Venezuela. Ces projets doivent être relancés en mai et juillet, respectivement. Les États-Unis sont ouvertement opposés à la poursuite de ces projets et ont menacé de sanctions (et d'autres sanctions dans le cas de Rosneft) contre les sociétés concernées.

Pris en combinaison avec les récentes déclarations d'Elliott Abrams, le renforcement massif de l'Armée Américaine et l'effondrement des marchés pétroliers américains, de tels événements semblent indiquer qu'une invasion est [plus probable qu'improbable](#). Il y a aussi

la couche supplémentaire des États-Unis qui est confrontée à une nouvelle « Grande Dépression » et ces ralentissements économiques majeurs sont souvent suivis par l'entrée des États-Unis dans une guerre majeure. D'autre part, il y a aussi le fait que la majorité de la population américaine est en état de confinement en raison de la crise du coronavirus, ce qui rend la résistance nationale contre une telle invasion peu probable. Si les Américains ne sont pas prudents et ne commencent pas rapidement à prêter attention, le pays pourrait bientôt sombrer dans une autre « guerre pour le pétrole » dévastatrice et mortelle.

Whitney Webb

Article original en anglais : [As US Shale Oil Plunges, Trump Admin Takes Aim at Venezuela](#), MintPressNews, le 17 avril 2020.

Traduit par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [MintPressNews](#)

Copyright © [Whitney Webb](#), [MintPressNews](#), 2020

Articles Par : [Whitney Webb](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca